

Une politique européenne pour les services d'intérêt général :

Le CELSIG a organisé, le 19 mai dernier, au Comité économique et social européen, à Bruxelles, un séminaire européen "Services d'intérêt général et cohésions : une politique européenne pour les services d'intérêt général". La journée, qui a rassemblé une centaine de participants, s'est close par un "Appel aux candidats aux élections européennes".

Appel aux candidats aux élections européennes

Vous êtes candidat(e) pour représenter pendant cinq ans les peuples des 25 Etats membres de l'Union européenne au Parlement européen. Si vous êtes élu(e), vous aurez un rôle essentiel, dans la continuité de son action, en participant au processus législatif en co-décision avec le Conseil, en particulier, à la suite des rapports Langen (13 nov. 2001) et Herzog (14 janv. 2004), sur les services d'intérêt général (SIG) qui comptent parmi les sujets importants qui seront de votre responsabilité. Les SIG couvrent à la fois les grands services en réseaux (jusqu'ici qualifiés de services d'intérêt économique général - SIEG), aussi bien que les hôpitaux, le logement, l'éducation, la santé, etc.

Les SIEG sont reconnus par les traités actuels comme faisant partie des valeurs communes de l'Union et contribuant à sa cohésion sociale et territoriale (article 16) ; leur accès est reconnu dans la Charte des droits fondamentaux comme faisant partie intégrante des droits fondamentaux de la personne (article 36). Pour autant, l'essentiel du droit dérivé continue à être marqué par de profonds déséquilibres entre, d'une part, le droit de la concurrence, dominant et d'effet direct, et, d'autre part, les objectifs d'intérêt général qui continuent à relever de l'exception à ce droit. Le projet de traité constitutionnel contient plusieurs dispositions nouvelles qui concernent les SIG, notamment un article III-6 qui demande de légiférer sur les principes et les conditions d'accomplissement des missions des SIEG.

Le Parlement européen aura un rôle essentiel à jouer pour équilibrer les objectifs de la concurrence et ceux de l'intérêt général, pour garantir les services d'intérêt général et en faire une composante essentielle de l'Union, pour construire une Europe qui s'intéresse à tous ses citoyens et résidents.

C'est pourquoi, à la veille des élections européennes, nous vous demandons de prendre des engagements sur les grands enjeux d'avenir des SIG :

1/ Vous engagez-vous, lorsque le Parlement européen sera consulté sur le futur traité constitutionnel, à constitutionaliser les SIG : autant que possible en les citant dans l'article 3 parmi les objectifs de l'Union, a minima en maintenant l'article III-6 tel qu'il est issu des travaux de la Convention et de la Conférence intergouvernementale de fin 2003 ?

2/ En application de l'article III-6, le Parlement européen aura à participer à l'adoption de loi(s) européenne(s), afin de définir les principes et les conditions, notamment économiques et financières, qui permettent aux SIEG d'accomplir leurs missions.

Vous engagez-vous à ce que ces dispositions :

- ♦ contribuent à équilibrer droit de la concurrence .../..

A European policy for services of general interest:

The CELSIG hold a European seminar on 19th May, at the European Economic and Social Committee, in Brussels, on "Services of general interest and cohesions: a European policy for services of general interest". The day, which brought together about one hundred participants, ended up with an "Appeal to candidates to the European elections".

Appeal to candidates for the European elections.

You are, at present, candidate to represent, for five years, the peoples of the 25 Member States of the European Union at the European Parliament. If elected, you will have a key role in the continuity of its action by taking part in the legislative process in co decision with the Council, in particular, following the Langen (Nov. 13, 2001) and Herzog (14 Jan. 2004) reports on services of general interest (SGI) which are among the significant subjects which will be of your responsibility. These include, under the same umbrella, the wider network services (hitherto known as services of general economic interest – SGEI) as well as hospitals, housing, education, health, etc.

SGEI are recognized by the current treaties as part of the common values of the Union and contributing to its social and territorial cohesion (article 16); access to them is recognized in the Charter of Fundamental Rights as an integral part of the fundamental rights of the individual (article 36). However, most of secondary legislation continues to be characterised by deep imbalances between, on the one hand, the competition right, dominating and of direct effects and, on the other hand, objectives of general interest which still comes as an exception to this right. The constitutional draft treaty includes several new clauses concerning SGI, in particular, article III-6 which requires legislation on principles and conditions for the fulfilment of missions of the SGEI.

The European Parliament will have a key role to play in balancing the objectives of competition and those of general interest, in order to guarantee services of general interest and making them a vital component of the Union, in the construction of Europe which has the interests of all its citizens and residents at heart.

This is why, on the eve of the European elections, we are asking you to make pledges for the great future stakes of SGI:

1/ Would you pledge, when the European Parliament will be consulted on the future constitutional treaty, to constitutionalise SGI: in the fullest possible way by citing them in article 3 among the objectives of the Union, at the very least by preserving article III-6 in its form from discussions in the Convention and in the Intergovernmental Conference of end 2003.

2/ Pursuant article III-6, the European Parliament will have to take part in the adoption of European laws, in order to define principles and conditions, particularly economic and financial, which will enable SGEI to fulfil their missions.

Would you pledge to ensure that these provisions:

- ♦ contribute in the balancing between competition right .../..

et objectifs d'intérêt général,

- ♦ définissent précisément les droits de chaque citoyen européen en matière d'accès aux SIG,

- ♦ garantissent, conformément au principe de subsidiarité, le droit de chaque autorité publique (locale, régionale, nationale, européenne) de définir et décider les objectifs de développement et de qualité de chaque service pour son aire de responsabilité, pour promouvoir l'intérêt général de la collectivité concernée, la cohésion économique, sociale et territoriale, créer les conditions d'un développement durable à la fois économique, social et environnemental,

- ♦ garantissent le libre choix par chaque autorité publique, conformément au projet de traité constitutionnel, du mode d'organisation et de gestion des SIEG de leur ressort,

- ♦ garantissent à long terme le financement des SIEG, d'une part des investissements à long terme, essentiels pour garantir l'accès aux services dans le temps et l'espace, d'autre part des compensations d'obligations de service public, qui ne sauraient relever du registre des aides d'Etat,

- ♦ permettent que les futurs règlements des fonds structurels 2006-2013 consacrent les SIG comme une priorité thématique de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union, comme proposé dans le troisième rapport cohésion de la commission européenne,

- ♦ permettent aux SIG sociaux, de santé, d'éducation, de culture, de logement, etc., qui ne relèvent pas explicitement de la catégorie SIEG, de voir leur existence et leur développement nécessaire garantis par l'Union et ses Etats membres,

- ♦ développent une régulation des rapports entre droit de la concurrence et objectifs d'intérêt général,

- ♦ mettent en place des évaluations d'une part des performances des SIG, d'autre part des effets des politiques européennes à leur égard: évaluations pluralistes, multicritères, associant tous les acteurs concernés, indépendantes y compris de la Commission européenne, garantes des évolutions des services pour répondre aux besoins des consommateurs, des citoyens et de la société, contribuant ainsi à l'efficacité de la régulation,

- ♦ développent, conformément au principe de subsidiarité, dans les domaines où l'Union est plus efficace que chacun des Etats membres agissant séparément, des services européens d'intérêt général,

- ♦ conduisent à créer un poste de Commissaire européen et d'une Direction générale chargés des SIG au sein de la Commission,

- ♦ garantissent les droits des consommateurs à une information complète relative aux conditions d'accès au service, à la qualité qu'ils sont en droit d'en attendre et aux tarifs; des contrats équitables et communiqués à l'avance; des procédures transparentes, simples et peu onéreuses pour traiter, rapidement et équitablement, les plaintes ou litiges, assorties d'un système de remboursement et/ou de compensation; des procédures de participation à la définition du service et à son évaluation; etc.

3/ Pour mettre en œuvre ces orientations et assurer leur suivi, vous engagez-vous à ce que le Parlement européen mette en place une commission "services d'intérêt général" en son sein ?

Nous sommes convaincus qu'en coopérant plus étroitement, les villes et les régions, la société civile, les gouvernements nationaux et les institutions de l'Union européenne pourront avancer vers une politique plus équilibrée entre les objectifs de la concurrence et ceux de l'intérêt général. La poursuite du dialogue positif développé ces dernières années avec le Parlement européen permettra de contribuer à la création d'une véritable politique européenne pour les SIG.

and objectives of general interest,

- ♦ clearly define the right for every European citizen in matters of access to SGI,

- ♦ ensure, in line with the principle of subsidiarity, the right for every public authority (local, regional, national, European) to define and decide on the objectives of development and quality of each service within its scope of responsibility, to promote general interests for the community concerned, economic, social and territorial cohesion, create conditions for, at the same time, economic, social and environmental sustainable development,

- ♦ guarantee the freedom of choice for every public authority, in line with the constitutional draft treaty, in the organisation and management methods of SGEI under its responsibility,

- ♦ guarantee the long-term financing of SGEI, on the one hand, for the long-term investments, essential to ensure services over time and in space, and on the other hand, for public service obligations compensations which would not fall under the category of State aid,

- ♦ make it possible for future regulations on structural funds 2006-2013 to consecrate SGI as a thematic priority issue for the economic, social and territorial cohesion of the Union, as suggested in the third cohesion report of the European Commission,

- ♦ enable social SGI, health, education culture, housing, etc, which do not explicitly fall under the category of SGEI, to see their existence and their necessary development ensured by the Union and its Member States,

- ♦ set up regulatory mechanism for the relationship between competition right and objectives of general interest,

- ♦ establish evaluations of, on the one hand, the performance of SGI and, on the other hand, the effect of the European policies towards them: pluralist, multi-criteria evaluations, involving all concerned actors, independent even of the European Commission, guaranteeing the evolution of services to meet the needs of consumers, citizens and the society, so contributing to the effectiveness of the regulatory mechanism.

- ♦ develop European services of general interest, in line with the principle of subsidiarity, in the fields where the Union is more efficient than each Member State acting separately,

- ♦ lead towards the creation of a post of a European Commissioner and a Directorate-General in charge of the SGI within the Commission.

- ♦ guarantee the rights of consumers to complete information concerning conditions of access to the service, the quality which they have the right to expect, as well as tariffs; contracts which are fair and whose content is communicated in advance; transparent, simple and affordable procedures to quickly and fairly resolve complaints or litigations, provided with a system for refund and/or compensation; procedures for the participation in the definition of the service and in its evaluation; etc.

3/ In order to implement these orientations and to ensure their follow-up, would you pledge for the setting up, within the European Parliament, of a committee for "services of general interest"?

We are convinced that by co-operating more closely, towns and regions, the civil society, national governments and European Union institutions will be able to advance towards a more balanced policy between the objectives of competition and those of general interest. The furtherance of the constructive dialogue developed over recent years with the European Parliament will make it possible to contribute towards the creation of a genuine European policy for the services of general interest.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.